

# Tribune de M. Jacques Chirac, Président de la République, dans la presse étrangère du 28 novembre 2006 sur l'adaptation de l'OTAN, notamment face aux nouvelles menaces et au développement de la Défense européenne, intitulée "Sommet de Riga : le lien Europe-Amérique du Nord au service de la paix".

La paix n'est jamais acquise et la responsabilité première de tout gouvernement est la sécurité. C'est pourquoi, la France veut contribuer à une organisation politique du monde qui conjure les périls. Elle veut concourir à l'exercice d'une responsabilité partagée dans le cadre d'institutions internationales fortes, légitimes et acceptées, notamment à travers la réforme de l'ONU et du conseil de sécurité. Elle agit pour une mondialisation maîtrisée au service de l'homme dans l'harmonie, la justice et la solidarité. Elle travaille à la construction d'une Europe politique capable d'assumer ses responsabilités internationales au service de la paix.

Pour une Alliance militaire forte, solidaire et adaptée aux nouvelles menaces contre la sécurité transatlantique

L'Alliance atlantique occupe une place centrale dans ce projet. Depuis dix ans, la France participe à l'effort engagé pour l'adapter aux nouvelles réalités tout en préservant sa vocation originelle. Voilà pourquoi demain, à Riga, au sommet de l'OTAN, je réaffirmerai le rôle éminent de l'Alliance Atlantique, organisation militaire, garante de la sécurité collective des Alliés et enceinte où les Européens et les Américains peuvent conjuguer leurs efforts au service de la paix.

La menace de guerre générale en Europe a disparu et l'OTAN s'est profondément rénovée et adaptée. Elle s'est élargie aux nouvelles démocraties. Elle construit une relation de confiance avec la Russie, relation que nous devons constamment renforcer, car préserver la paix sur le continent européen, c'est d'abord éviter la création de nouvelles lignes de fractures. Dans le même esprit, nous voulons une relation de partenariat entre l'OTAN et l'Ukraine et nous souhaitons que l'Alliance accueille, dès qu'ils y seront prêts, les États candidats des Balkans occidentaux.

Parce que nous vivons une époque pleine de promesses, certains laissent à croire que le moment est venu de recueillir les dividendes de la paix et de remettre en cause nos engagements. Ce serait à mon sens une grave erreur. Baisser la garde, ce serait oublier les menaces que constituent le terrorisme, des nationalismes agressifs et la volonté de certains États de mener des politiques de puissance en violation de leurs engagements internationaux. Aujourd'hui comme hier, nous avons besoin d'une Alliance forte, solidaire et adaptée.

Pays européens : un effort de défense accru, à la hauteur de leurs ambitions pour l'Alliance atlantique et l'Union européenne

L'exigence première de l'Alliance c'est la crédibilité de son outil militaire. D'où la transformation que nous avons engagée pour plus d'efficacité et de réactivité. A Riga, la Force de Réaction de l'OTAN sera déclarée pleinement opérationnelle. L'Alliance disposera ainsi avec la NRF d'un instrument multinational inégalé.

Il faut que chaque État-membre consente un effort de défense approprié. Les Européens se sont

trop longtemps reposés sur leurs Alliés américains. Ils doivent assumer leur part du fardeau en consentant un effort national de défense qui soit à la hauteur de leurs ambitions pour l'Alliance atlantique, mais aussi pour l'Union européenne. C'est une marque de la solidarité qui unit les deux rives de l'Atlantique. C'est ce que fait la France, l'un des tout premiers contributeurs de l'Alliance, à travers sa loi de programmation militaire. Elle vise tant la modernisation permanente de la force stratégique, dans un esprit de stricte suffisance, que l'équipement, la réactivité, et la déployabilité de ses forces conventionnelles.

Adapter l'Alliance, c'est aussi lui permettre de travailler, en parfaite complémentarité, et sur un pied d'égalité, avec les autres organisations internationales dont la vocation, les compétences et les moyens, en particulier dans les domaines de l'aide à la reconstruction, de l'assistance humanitaire ou de la sécurité civile, sont clairement établis. Les succès de la communauté internationale dans la solution des conflits seront le fruit de cette coopération, sans duplications inutiles.

Adapter l'Alliance, c'est ensuite donner un cadre politique à notre action. La France se réjouit à cet égard de l'adoption d'une directive politique globale qui trace les orientations politiques de la transformation pour les 10 à 15 prochaines années.

Afghanistan : "un groupe de contact" au service d'une stratégie politique globale

Il en va de même des opérations que l'Alliance conduit au profit de la paix et de la sécurité internationales. Je pense d'abord à l'Afghanistan. La France y est présente depuis 2001 et commande aujourd'hui la région de Kaboul. Pour créer les conditions d'un succès, nous devons inscrire notre action dans le cadre d'une stratégie globale, d'un processus politique et économique réaffirmé. La mise en place d'un groupe de contact qui rassemble les pays de la région, les principaux pays engagés et les organisations internationales, comme cela existe au Kosovo, me semble nécessaire pour donner à nos forces les moyens de réussir leur mission en soutien des autorités afghanes et recentrer l'Alliance sur la conduite des opérations militaires.

Adapter l'Alliance, c'est aussi renforcer sa capacité d'action commune avec d'autres puissances. Je pense d'abord aux pays du Conseil de partenariat euro-atlantique, avec lesquels nous devons encore renforcer nos relations dans ce domaine. Je pense également aux autres contributeurs de troupes extérieurs à l'Alliance, avec qui nous devons pouvoir nous consulter en cas de crise.

Ce dialogue élargi et ces consultations, au cas par cas, ne doivent pas nous détourner du cœur de la mission de l'Alliance. Ce dialogue doit rester concret et centré sur des situations qui peuvent demander l'intervention militaire de l'Alliance et de ses partenaires. Les Nations Unies doivent rester le seul forum politique à vocation universelle.

Union européenne: une voix plus forte au sein de l'Alliance

Adapter l'Alliance, c'est enfin prendre en compte la nouvelle réalité de l'Union européenne dont la plupart des membres appartiennent aussi à l'Alliance atlantique. L'Europe de la défense a davantage progressé depuis le Sommet de Saint Malo qu'au cours des cinquante dernières années. Je me réjouis que les Européens s'engagent dans la mise en place d'équipements communs, comme l'A 400 M et l'hélicoptère Tigre, ou que nous travaillions avec le Royaume-Uni sur un projet de porte-avions commun. Des progrès se profilent dans la mutualisation de nos moyens, notamment pour le transport stratégique et pour la formation des officiers. Nous devons désormais penser à donner une dimension permanente à nos instruments collectifs de commandement et de conduite d'opérations avec le Centre d'opérations mis en place au sein de l'Union européenne.

Cette évolution est nécessaire, car l'engagement de l'Union européenne au service de la paix ira croissant. Une Europe de la défense plus forte, plus efficace et plus assurée de ses moyens renforce la capacité de l'Alliance dans son ensemble et contribue à l'équilibre du monde. Entre elle et l'OTAN se met en place une complémentarité, dont chacun tire avantage. Là où l'Europe est la mieux placée pour intervenir, pour des raisons géographiques, historiques, ou par la nature de l'intervention, l'Union prend, comme il se doit, sa part des responsabilités.

Ainsi revient-il à l'Union européenne de jouer un rôle directeur dans les Balkans occidentaux, à qui elle a ouvert une perspective d'adhésion. L'Union a assuré la relève de l'Alliance en Macédoine et en Bosnie-Herzégovine. Au Kosovo, elle se prépare -dans une première étape- à

Macédoine et en Bosnie Herzégovine. Au Kosovo, elle se prépare dans une première étape à envoyer une mission de police qui constituera un élément essentiel de la présence internationale dans une période critique où se joue l'avenir de la province. Au Liban enfin, ce sont les Européens qui constituent -à la demande de la communauté internationale tout entière- l'ossature de la nouvelle FINUL, dont la crédibilité est essentielle pour prévenir un nouvel engrenage de la violence.

Cette évolution appelle un dialogue politique et stratégique plus dense entre les États-Unis et l'Union européenne, dans la continuité du Sommet de Bruxelles en février 2005. Elle suppose sans doute aussi un renforcement des relations entre l'OTAN et l'Union européenne. La France y est naturellement prête, mais souhaite que la voix de l'Union puisse être entendue au sein de l'Alliance. Cela suppose notamment la possibilité pour ses membres d'y établir une concertation spécifique.

Une telle évolution contribuera à une Alliance toujours plus forte et solidaire, une Alliance où Alliés Nord américains et Européens pourront définir en commun des objectifs et continuer à oeuvrer, côte à côte, pour la paix et la sécurité internationales conformément aux principes et aux objectifs de la Charte des Nations Unies.